Les relations déjà tumultueuses entre Bujumbura et Kigali se compliquent

Jeune Afrique, 31 mars 2016 Rwanda â€“ Burundi : mille collines, mille refugesâ€¦ Kigali nie, mais Bujumbura ne veut pas en dÃ©mordre, convaincu que son voisin fait bien plus qu'accueillir des exilÃ©s. Paul KagamÃ© sait pourtant Ã quel point il serait risquÃ© d'afficher ses sympathies. Un ordinateur portable, un smartphone, un modem WiFiâ€¦ Seuls quelques outils technologiques relient encore Innocent Muhozi Ã son pays, le Burundi. Ã€ Kigali, oÃ¹ il a posÃ© ses valises, le patron de TÃ©lÃ© Renaissance est contraint de partager un bureau avec dâ€™autres journalistes. Le Rwanda nâ€™est pas rÃ©putÃ© p respect de la libertÃ© de la presse, mais au moins Innocent Muhozi est-il en sÃ©curitÃ©.

SolidaritÃ© politique et journalistique En mai 2015, les bureaux de sa chaÃ®ne de tÃ©lÃ©vision ont Ã©tÃ© dÃ©truits par les de sÃ©curitÃ© burundaises, qui lui reprochaient, ainsi quâ€™Ã plusieurs autres mÃ©dias, dâ€™avoir relayÃ© la dÃ©claration laquelle le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare annonÃ§ait prendre le pouvoir et dÃ©mettre le prÃ©sident burundais de ses fonctions. Câ€™est donc au Rwanda quâ€™Innocent Muhozi a trouvÃ© refugeÂ â€“ plus prÃ©cisÃ©ment dans les locaux de une radio privÃ©e proche du gouvernement rwandais. SolidaritÃ© journalistique ? Oui, mais pas seulement. Elle est aussi politique (les deux stations sont radicalement opposÃ©es au rÃ©gime de Pierre Nkurunziza), et surtout familiale : le patron de Contact FM, lâ€™hyperactif et engagÃ© Albert Rudatsimburwa, nâ€™est autre que le cousin dâ€™Innocent Muhozi, dont la est rwandaise. Â«Â En un an, le Haut Commissariat pour les rÃ©fugiÃ©s (HCR) a recensÃ© 75 000 arrivÃ©esÂ Â» Depuis le dÃ©but de la crise burundaise, en avril 2015, ce genre de rÃ©unions de famille se multiplient au pays des Mille Collines. Dans les foyers, on se serre pour accueillir un neveu ou une tante venus se mettre Ã lâ€™abri. En un an, le Haut Commissariat pour les rÃ©fugiÃ©s (HCR) a recensÃ© 75 000 arrivÃ©es (24 000 personnes se sont installÃ©es dans la seule ville de Kigali). Sans compter tous ceux qui â€“ et ils sont nombreux â€“ ne se sont pas enregistrÃ©s. Il nâ€™y a lÃ rien de trÃ surprenant. Dâ€™abord parce que les liens culturels et souvent familiaux sont Ã©troits entre ces deux peuples. Des dizaines de milliers de Tutsis rwandais ont vÃ©cu au Burundi entre 1959 et 1994, quand ils fuyaient les pogroms. Ensuite parce que, depuis 1994 et la victoire du Front patriotique rwandais (FPR), qui a mis fin au gÃ©nocide des Tutsis, le Rwanda est vu comme le protecteur de cette minoritÃ© dans la rÃ©gion. Or, au Burundi, ils sont dÃ©sormais nombreux Ã se sentir menacÃ©s par le pouvoir. De plus en plus de rÃ©fugiÃ©s au Rwanda Les rÃ©fugiÃ©s continuent donc dâ€™affluer. Â« Nous enregistrons quelques dizaines dâ€™arrivÃ©es par jour, explique Saber Azam, le reprÃ©sentant du HCR au Rwanda. Certains jours, comme cela a Ã©tÃ© le cas fin janvier, ce chiffre peut monter Ã plusieurs centaines, quand ils dÃ©couvrent un passage sÃ»r. Â» Selon de multiples tÃ©moignages recueillis par lâ€™organisme onusien, les forces de sÃ©curitÃ© burundaises dÃ©pl le long de la frontiÃ¨re interdisent en effet Ã leurs ressortissants de sâ€™exiler. Pourquoi ? Parce que le gouvernement veut Ã©viter lâ€™inflation de ces chiffres qui contredisent le discours officiel selon lequel il nâ€™y a pas de crise au Burundi. Mais l plus pessimistes, qui ne manquent pas dans un Rwanda encore traumatisÃ© par 1994, y voient surtout une prise dâ€™otages. Pour Bujumbura, expliquent-ils, ce serait une maniÃ¨re de dire : Â« Ne tentez rien contre nous. La vie de vos frÃ¨res et sÅ“urs reste entre nos mains. Â» Â«Â Au sein de lâ€™opposition burundaise, le rapport de force bascule au profit de partisans de la lutte armÃ©eÂ Â», confirme Tom Perriello Dans la villa quâ€™il loue Ã Kigali, FranÃ§ois Nyamoya fulmine con cette situation. Cet avocat, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du Mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie (MSD) dâ€™Alexis Sinduhije, vit Ã un jet de pierre de lâ€™ambassade du Burundi. Il veut encore croire que des nÃ©gociations menÃ©es sous lâ€™Ã©gide de la communautÃ© internationale ramÃ¨neront le calme, mais sâ€™interroge depuis que, en janvier, les chefs dâ de gouvernement de lâ€™Union africaine ont renoncÃ© Ã imposer Ã Pierre Nkurunziza une force de maintien de la paix. Â« Q pensez-vous que nous allons faire ? Rester ici les bras croisÃ©s sans espoir de rentrer chez nous ? Â» Â« Au sein de lâ€™opposition burundaise, le rapport de force bascule au profit des partisans de la lutte armÃ©e Â», confirmeÂ Tom Perriello, lâ€™envoyÃ© spÃ©cial des Ã‰tats-Unis dans la rÃ©gion des Grands Lacs. Pour lâ€™instant, les embryons de mouvements r restent divisÃ©s entre les partisans de Godefroid Niyombare, dâ€™Alexis Sinduhije, de Hussein Rajabu (qui fut autrefois trÃ¨s proche de Nkurunziza) et dâ€™Aloys Nzabampema, lâ€™ancien chef dâ€™Ã©tat-major de la rÃ©bellion des Forces nationales libÃ©ration (FNL). En dÃ©pit de lâ€™Ã©vidente sympathie que les opposants burundais suscitent Ã Kigali, les responsables rwandais doutent de leur capacitÃ© Ã sâ€™organiser. Le modÃ¨le quâ€™ils ont en tÃªte, câ€™est bien sÃ»r celui du FPR : un organisation ultrahiÃ©rarchisÃ©e qui sâ€™est formÃ©e clandestinement, avec le soutien de lâ€™Ouganda, et qui lâ€™a emp une discipline de fer et au prix de lourds sacrifices. Aujourdâ€™hui, le Rwanda semble Ãªtre le seul en mesure de structurer et dâ€™unifier la rÃ©bellion burundaise. Mais est-il prÃªt Ã le faire ? Un rapport du groupe dâ€™experts de lâ€™ONU en RD affirme que des civils ont Ã©tÃ© enrÃ´lÃ©s dans le camp de rÃ©fugiÃ©s de Mahama, dans lâ€™est du Rwanda. AprÃ¨s avoir personnellement rencontrÃ© une partie dâ€™entre eux, Tom Perriello a relayÃ© ces accusations devant le SÃ©nat amÃ©ricai Mais personne nâ€™est capable de dire quel est le niveau exact dâ€™implication de Kigali. Les services rwandais mÃ¨nent-ils danse ? Se contentent-ils de fermer les yeux ? Â« Le Rwanda nâ€™a pas mis tout son poids dans la balance, assure une source diplomatique franÃ§aise. On est trÃ¨s loin du niveau de soutien quâ€™il fournissait aux rebelles congolais du Mouvement du 23-Mars [M23]. Â» Kigali joue la prudence Kigali, en tout cas, dÃ©ment en bloc. Fin dÃ©cembre, le prÃ©sident rwandais, Paul KagamÃ©, a parlÃ© dâ€™accusations Â« puÃ©riles Â». Â« On dit que le Rwanda leur donne des a pour aller se battre au Burundi, mais il nâ€™y a aucune preuve, a-t-il ajoutÃ©. Pas la moindre preuve. Â» Â« On surestime lâ€™omnipotence de Kigali, ajoute FranÃ§ois Nyamoya. Les liens entre nos peuples sont trÃ¨s particuliers. Il peut y avoir des solidaritÃ©s qui ne remontent pas au sommet de lâ€™Ã‰tat. Â» Et de sâ€™agacer des accusations portÃ©es contre le Rwand sâ€™en prend Ã une consÃ©quence tout en refusant de sâ€™attaquer Ã la cause, sâ€™indigne-t-il. Câ€™est quand mÃªme Nkurunziza qui est Ã lâ€™origine de la crise ! Â» Paul KagamÃ© ne renierait pas cette analyse. DansÂ une sÃ©rie de tweets, 20 fÃ©vrier, il a dÃ©noncÃ© une Â« solution finale Â»Â orchestrÃ©e par Bujumbura et protestÃ© contre la prÃ©sence dâ€™Ã Forces dÃ©mocratiques de libÃ©ration du Rwanda (FDLR, rÃ©bellion hutue rwandaise) sur le territoire burundais. Câ€™est dâ€™ailleurs ce soupÃ§on, nÃ© il y a plus de deux ans, qui a vÃ©ritablement brouillÃ© les deux pays, bien avant les dÃ©bats troisiÃ¨me mandat de Pierre Nkurunziza. Â«Â Le Rwanda sait quâ€™une solution militaire prÃ©senterait le risque Ã©norme d polariser et dâ€™ethniciser davantage encore les tensions internes au BurundiÂ Â» MalgrÃ© tout, le Rwanda Ã©vite

dâ€™apparaÃ®tre en premiÃ¨re ligne dans les efforts â€“ auxquels il croit peu â€“ pour rÃ©soudre cette crise et exclut de partic toute intervention militaire rÃ©gionale. Fin janvier, Ã Addis-Abeba, ses diplomates ont fait profil bas. Â« Bujumbura nous accusait dÃ©jÃ dâ€™intervenir sur son sol, explique un cadre du FPR. Si nous avions pris position, on nous aurait accusÃ©s d comploter contre le Burundi. Â» Kigali joue donc la prudence. Dâ€™autant quâ€™il lui faut dÃ©jÃ gÃ©rer les critiques contre rÃ©vision constitutionnelle qui permettra Ã Paul KagamÃ© de se reprÃ©senter en 2017. Et que les pressions subies en 2013, Ã la suite des accusations de soutien au M23, sont encore dans les mÃ©moires. Enfin, le Rwanda sait quâ€™une solution militaire prÃ©senterait le risque Ã©norme de polariser et dâ€™ethniciser davantage encore les tensions internes au Burundi. Toute rÃ©bellion qui prendra pied dans le pays, quâ€™elle ait ou non le soutien du Rwanda, y sera assimilÃ©e. Raison de plus pour agir avec prÃ©caution. Surtout si la thÃ¨se de la prise dâ€™otages est avÃ©rÃ©e. Ils sont passÃ©s par ici â€¦ OÃ¹ se ca les chefs rebelles burundais ? Â« Ils circulent dans la rÃ©gion Â», assure, laconique, le journaliste burundais Innocent Muhozi, bien informÃ© sur la question. Si certains ont dâ€™abord trouvÃ© refuge Ã Kigali, comme Godefroid Niyombare au lendemain de son putsch manquÃ©, en mai 2015, il est aujourdâ€™hui difficile de les localiser. Certaines sources affirment quâ€™ils sont au Burundi, dans le maquis, dâ€™autres quâ€™ils sont toujours au Rwanda. Ã€ supposer que cela soit le cas, i font en tout cas trÃ¨s discrets et fuient les mÃ©dias. Peut-Ãªtre pour ne pas embarrasser leur hÃ´te. Pierre BoisseletÂ Jeune Afrique, 31 mars 2016 DÃ©cÃ¨s Â« suspect Â» de Jacques Bihozagara, ancien ministre rwandais, dans une prison burundaise IncarcÃ©rÃ© au Burundi depuis dÃ©cembre, accusÃ© d'espionnage, l'ancien diplomate et ministre rwandais Jacques Bihozagara est mort subitement dans sa prison le 30 mars. Dans un contexte extrÃªmement tendu entre les deux pays, Kigali demande des Ã©claircissements. Â«Â Les circonstances de sa mort sont suspectes.Â Â» Câ€™est par ces mots que rÃ©agissait Ã chaud, mercredi 30 mars, une source proche du prÃ©sident Paul Kagame alors que la mort de lâ€™ancien diplomate rwandais Jacques Bihozagara, dans une prison burundaise, venait dâ€™Ãªtre confirmÃ©e officiellement est vrai que son dÃ©cÃ¨s soudain, dans le contexte dÃ©lÃ©tÃ¨re qui prÃ©vaut depuis plusieurs mois entre les deux pays sur fond de crise politique au Burundi, a de quoi susciter la mÃ©fiance de Kigali. Â«Â M. Jacques Bihozagara est lâ€™un des nombreux ressortissants rwandais au Burundi dÃ©cÃ©dÃ©s de mort violente ou suspecte au cours des derniers moisÂ Â», dÃ©clarait jeudiÂ matin EugÃ¨ne Ngoga, directeur Afrique au ministÃ¨re rwandais des Affaires Ã©trangÃ¨res. Nous souhaitons obtenir des autoritÃ©s burundaises des informations prÃ©cises sur les circonstances de sa mort ainsi que des Ã©claircissements sur les motifs de sa dÃ©tention depuis dÃ©cembre 2015.Â Â» Figure emblÃ©matique du FPR Ambassade du Rwanda Ã Paris puis Ã Bruxelles au lendemain du gÃ©nocide de 1994, plusieurs fois ministre jusquâ€™Ã son retrait de la vie politique, Jacques Bihozagara fut lâ€™une des figures emblÃ©matiques du Front patriotique rwandais (FPR) au temps oÃ¹ ce mouvement politico-militaire Ã©tait en lutte contre le rÃ©gime de Habyarimana â€“ de 1990 Ã 1994. Depuis plusieurs annÃ©es, il Ã©tait devenu homme dâ€™affaires au Burundi. En 2015, lorsque la vague de contestation anti-Nkurunziza sâ€™ traduite par un durcissement des relations diplomatiques entre les deux faux jumeaux de la rÃ©gion des Grands Lacs, sa situation Ã Bujumbura est devenue pÃ©rilleuse. Â«Â Un de ses associÃ©s avait prÃ©fÃ©rÃ© quitter le Burundi, le temps que l choses se calment, et lui avait conseillÃ© dâ€™en faire de mÃªmeÂ Â», tÃ©moigne une source Ã Kigali. En dÃ©cembre 201 Jacques Bihozagara Ã©tait arrÃªtÃ© par les services de sÃ©curitÃ© burundais, accusÃ© dâ€™espionnage et incarcÃ©rÃ© Ã centrale de Mpimba, Ã Bujumbura. Une Â«Â dÃ©tention illÃ©galeÂ Â», selon les autoritÃ©s rwandaises, qui sâ€™Ã©taient to abstenues Ã lâ€™Ã©poque de manifester publiquement leur dÃ©sapprobation. Au matin de son dÃ©cÃ¨s, Jacques Bihozagar semblait en pleine forme â€“ selon des dÃ©tenus de la prison qui peuvent communiquer par portable. Il aurait Ã©tÃ© pris dâ€™ malaise dans la journÃ©e et serait dÃ©cÃ©dÃ© de maniÃ¨re soudaine. Â«Â Difficile de ne pas penser Ã un empoisonnementÂ tÃ©moigne une source rwandaise qui suit de prÃ¨s la situation au Burundi, et qui prÃ©cise que le soupÃ§on a dÃ©jÃ Ã©tÃ© Ã©voquÃ© par les familles dans plusieurs cas de dÃ©cÃ¨s semblables. Le silence deÂ Willy Nyamitwe Depuis lâ€™arrestati de Bihozagara, en dÃ©cembre, les relations entre Bujumbura et Kigali nâ€™ont cessÃ© de se dÃ©tÃ©riorer, les autoritÃ©s burundaises considÃ©rant le Rwanda comme la principale tÃªte de pont de leur opposition en exil, et en particulier des groupes armÃ©s qui cherchent Ã Ã©carter Pierre Nkurunziza du pouvoir. Le 27 mars, le prÃ©sident du CNDD-FDD (parti prÃ©sidentiel), Pascal Nyabenda, lanÃ§ait une Ã©niÃ¨me charge contre le prÃ©sident rwandais dans un communiquÃ© au vitriol : Â«Â Le laboratoire du gÃ©nocide est au RwandaÂ car le prÃ©sident Kagame, lâ€™ayant expÃ©rimentÃ© chez lui, [veu lâ€™exporter au Burundi pour jouer au petit impÃ©rialisteÂ Â», Ã©crivait-il. Pour lâ€™heure, les autoritÃ©s burundaises nâ€™ apportÃ© de prÃ©cisions sur les circonstances de ce dÃ©cÃ¨s Â«Â suspectÂ Â». Habituellement volubile sur les rÃ©seaux soc le conseiller en communication du prÃ©sident Nkurunziza, Willy Nyamitwe, a, sur ce dossier, prÃ©fÃ©rÃ© sâ€™abstenir, comm sâ€™en explique dans un Tweet : Â«Â Vue lâ€™orientation biaisÃ©e que prend ce dÃ©bat et les mensonges qui circulent, jâ€™ garder le silence. Mes condolÃ©ances.Â Â» Mehdi Ba